

Compte-rendu INTERNE de la réunion des 9 organisations de retraité-e-s du mardi 26 avril 2022 dans les locaux de FO, de 10 h à 12 h 15.

Toutes les organisations étaient présentes sauf la LSR excusée pour cause de la préparation de son Assemblée générale (pour l'UNIRS, Gérard Gourguechon et Patrice Perret).

Ordre du jour : point d'actualité et questionnaire aux candidat-e-s aux législatives, conférence de presse, 1^{er} mai, HCFEA et le financement de l'autonomie par l'assurance privée, divers.

Point d'actualité et questionnaire législatives

FO, l'organisation invitante, introduit brièvement la discussion : nous avons maintenant le résultat des élections, nous savons ce qui nous attend. Une nouvelle promesse vient de nous être faite, celle d'une indexation des retraites sur l'inflation, pendant le même temps, il y aura toujours le recul important de l'âge de départ en retraite, la baisse des droits de succession, etc. Les élections législatives de juin sont parfois présentées comme le « 3^e tour ». Didier Hotte ajoute qu'il a envoyé une proposition de courrier à adresser aux candidates et aux candidats à ces élections législatives mais que seule Solidaires a fait des remarques et améliorations. Il faudra tenir une conférence de presse et inviter les équipes dans les départements à faire éventuellement des rassemblements, des délégations, etc.

La CGT est d'accord pour envoyer le questionnaire aux candidat-e-s. Heureusement, Le Pen et le Rassemblement National ne sont pas au pouvoir, il fallait faire ce qu'il faut pour cela en votant Macron au 2^e tour. Le fascisme a un sens, ce n'est pas un choix entre la peste et le choléra, comme des tracts des retraité-e-s, y compris de la CGT, l'ont affirmé. On connaît le programme Macron dont la retraite à 65 ans, il ne parle plus de 64 ans et ne renonce pas à la faire passer par le 49.3. Il a été élu par les voix des personnes ne voulant pas de Le Pen. Les législatives arrivent, le Parlement doit changer et plus écouter, il vaut mieux avoir des députés qui sont plus en accord avec nous.

La CGT a fait signer une pétition pour la re-matérialisation de la feuille de pension, car nombre de retraité-e-s sont en difficulté. Cette pétition s'élargit à l'accès de tous les services publics. Elles seront déposées dans les CARSAT des régions.

La confédération CGT consulte les retraité-e-s sur leurs besoins puis enverra une demande de rencontre au premier ministre (le 2 juin), sur les pensions, la santé et les services publics.

Le G9 a bien travaillé, a sorti le corps militant de la torpeur provoquée par la pandémie par une bonne manifestation nationale à Paris puis par des manifestations dans les régions le 24 mars. Maintenant, il faut gagner de nouvelles forces en allant davantage au contact des retraité-e-s, d'autant plus qu'ils partagent ce que nous défendons sur les pensions, la protection sociale et les services publics. Nous devons transformer le mécontentement en mobilisation et il nous faudra donc monter d'un ton.

La pandémie existe toujours, même si les media n'en parlent plus.

La FSU se réjouit de voir que Le Pen n'est pas au pouvoir mais systématiquement les gouvernements mènent des politiques antisociales qui font monter le FN/RN, puis agitent l'épouvantail de l'extrême droite, ce qui représente un chantage insupportable. Quel que soit le vote du 2^e tour, il faut éviter une fracture entre nous, car nous voulons tous une politique sociale. Nous devons interpeller les candidat-e-s et le faire savoir par une conférence de

presse. Il faut « tanner » Macron, faire signer la pétition pour qu'il tienne sa promesse de revalorisation des pensions de 4,5 % en juillet. La FSU propose toujours de réunir les équipes locales à Paris, afin de tirer le bilan et de mobiliser. Il faut augmenter le rapport de forces face aux attaques qui seront importantes, car le 3^e tour est important mais ne suffit pas, ce n'est qu'une aide au rapport de forces.

La FGR-FP partage ce qui a été dit. Elle est interpellée par présence de 3 blocs Macron, Le Pen, Mélenchon et les abstentions : quel gouvernement pourrait répondre à nos aspirations ?

Le re-matérialisation de la fiche de pension est importante, elle doit être dans le questionnaire. Le questionnaire doit rappeler la lettre de Macron de 2017 sur la garantie du pouvoir d'achat puis dire qu'il reconnaît aujourd'hui que sa promesse n'a pas été tenue, il faut enfoncer le clou. Les retouches de Solidaires au projet de questionnaire vont dans le bon sens.

Les jours sombres sont devant nous. Avec le système électoral, il y aura souvent des triangulaires et LREM va en bénéficier. Le Parlement ne sera pas à gauche et ce ne seront pas les élections législatives qui nous sauveront : nous devons compter sur nous. Les plus de 60 ans ont voté pour Macron. Ces générations portent des réflexions collectives. Nous ne devons pas nous laisser aller à des désespérances : Macron a dit qu'il allait revaloriser les pensions, c'est une nouvelle promesse, mais nous pouvons analyser ça comme une victoire, il reconnaît que nous avons perdu du pouvoir d'achat !

Le questionnaire doit dire que nos manifestations unitaires ont payé, doit marteler et interpeller sur la revalorisation au 1^{er} juillet et demander un effet rétroactif au 1^{er} janvier. Il faut réduire les inégalités, améliorer les services publics et la santé, pour faire reculer le désespoir.

Solidaires : nous avons évité le pire : le FN/RN n'est pas aux manettes de l'appareil d'État. Au 2^e tour, chacun-e a fait ce qu'il a pu ; Macron et Le Pen, ce n'est pas la même chose. C'est un peu par des abstentions, des votes « blancs » et « nuls », que nous arrivons à ce que Le Pen ne soit pas élue et que Macron soit certes élu mais mal élu. Macron est passé mais avec des voix de personnes qui ne soutiennent pas son programme. Il est élu avec 58 % des exprimés, et non avec 75 %, et sur ces 58, la moitié ne soutiennent pas son projet. Nous allons nous battre contre Macron, ça continue ; ça sera moins pire que si c'était contre Le Pen, où déjà un paquet de droits et de libertés seraient mis en cause.

Les organisations syndicales et progressistes ont mobilisé sur le pouvoir d'achat, ont appelé à la grève, ont créé un climat qui a permis que le thème principal des présidentielles ne soit pas les immigrés mais celui du pouvoir d'achat et de la répartition des richesses. Ce que nous avons pu faire, y compris les retraité-e-s, ça a pesé.

Les sondages, les experts, disent que les retraité-e-s auraient très majoritairement voté pour celui qui a baissé leurs pensions, si c'est le cas, nous avons un gros travail à faire pour ouvrir les yeux de toutes ces personnes.

Pour la CFTC, le questionnaire doit parler des 70 milliards qu'a coûté le Covid, alors que renflouer les caisses de retraite ne coûterait qu'une goutte d'eau en comparaison.

Une femme a signalé que son mari a touché pendant 5 ans une prime en tant qu'handicapé, cette prime est supprimée lors de son départ en retraite. Il faut revendiquer le maintien de ces 1 120 €.

Dijon a vu 800 personnes dans la rue le 24 mars, avec l'apport de 9 cars. C'est la première manif aussi importante. Ce serait intéressant à renouveler.

Le questionnaire est une bonne idée, il faudra l'envoyer aux retraité-e-s.

Ensemble & Solidaires partage ce qui a été dit. Le choix du vote dans ces élections était compliqué.

Pour le questionnaire, les amendements de Solidaires sont bons. Il faut mettre « perte autonomie » et non « dépendance ». D'accord avec la re-matérialisation de la fiche de pension. Il faut insister sur les services publics (écoles, Poste, Impôts, etc.). Les personnes retraitées ne sont pas en dehors de la vie.

La CGC est d'accord pour interpeller les candidat-e-s et dire que E. Macron, qui n'a pas tenu ses promesses, ne tiendra pas celles d'aujourd'hui. Madame Borne parle de négociation, mais quand on voit ce qu'elle a fait pour le chômage, nous savons que le 49,3 sera utilisé.

Première synthèse par FO :

Nous ne nous lançons pas dans une analyse des votes aux élections, entre les personnes qui ont choisi abstention, vote nul ou blanc, vote Macron la rage au ventre. Il ne croit pas à la droitisation de la société, mais au manque de choix dans ce système électoral. Pour les personnes retraitées, Macron n'a pas tenu ses promesses.

Pour le questionnaire, nous pouvons ajouter une ligne sur la re-matérialisation de la feuille de pension qui creuse un fossé entre les personnes qui ont,

ou pas, un ordinateur. Faut-il ajouter la demande de remplir les caisses de retraite ? Le moment venu, nous dirons à Macron : d'accord pour la revalorisation de 4,5 %, mais au 1^{er} janvier avec effet rétroactif. Au minima, nous devons tenir une conférence de presse.

La FSU ajoute que le questionnaire va revivifier, va envoyer un signal aux équipes pour interpeller les candidat-e-s (des départements se sont déjà glissés dans des initiatives interpro), donner une perspective à la rentrée. On ne va pas revivre les mêmes 5 années, la situation s'avère plus complexe. Le vote a suscité des espoirs, nous devons nous saisir des opportunités nouvelles. Macron valide de fait nos revendications, il reconnaît qu'il a maltraité le pouvoir d'achat. Le vote des vieux est inquiétant tout comme les idées qu'il suscite dans les réseaux : « si les vieux ne votaient pas... ». Il faut montrer que les personnes âgées pèsent dans un autre sens, notamment qu'elles votent moins Le Pen.

La CFE-CGC ajoute que les réseaux disent aussi « les vieux ne votent pas écolo car ils seront morts quand les gros problèmes arriveront ». C'est un autre aspect de l'âgisme.

La CGT insiste pour dire que le retraité est un citoyen mais qu'il n'a pas de ministre, qu'il est engueulé par les jeunes. Le questionnaire ne doit pas se contenter de parler de l'hôpital, mais doit s'élargir à la médecine en général et aux déserts médicaux. La dématérialisation concerne tous les services publics, la déclaration d'impôts, les billets SNCF, la carte identité, ...

Elle fait remarquer que les 4,5 % ne sont pas encore dans nos poches. Nous devons attendre l'annonce officielle pour nous exprimer et non seulement la promesse. D'ici là, nous en restons à nos revendications.

La CFTC précise que la dématérialisation n'ira pas en arrière, qu'elle ne sera pas compensée par la mise à disposition d'une personne qui aiderait à aller sur Internet.

Solidaires incite les organisations syndicales à expliquer davantage les dangers de l'extrême droite qui, selon les sondages, est soutenue par ses adhérent-e-s, entre 14 à 35 % selon les organisations. Elle s'interroge sur la revendication de demander seulement l'effet rétroactif des éventuels 4,5 % au

1^{er} janvier : la discussion a mis en avant le fait que Macron reconnaît qu'il n'a pas tenu ses promesses concernant le pouvoir d'achat, ne faudrait-il pas corriger sa politique et réclamer une revalorisation de 10 % ?

L'inflation est là, le pouvoir d'achat ne va pas augmenter avec 4,5 %, mais seulement se remettre à flot.

Ensemble & Solidaires rappelle que des maisons de services publics existent mais qu'elles ne remplacent pas les services publics de proximité, qu'elles n'ont pas de personnel aussi qualifié dans tous les domaines. Les consultants sont payés très chers par le gouvernement, plus que les fonctionnaires qui pourraient faire le travail, nous sommes mal barrés. Elle est inquiète pour les générations à venir.

La FGR-FP affirme que l'on a gagné sur la question du pouvoir d'achat, Macron le reconnaît, il est sur une défaite, ce qui n'était pas acquis. Il faut gagner davantage, obtenir la revalorisation sur le salaire moyen qui est notre revendication, qui est plus forte que le maintien du pouvoir d'achat par une progression selon l'inflation.

Macron n'aime pas les services publics, il fait appel aux consultants pour remplacer les services de l'État. Le financement du service public doit garantir son bon fonctionnement, la fin de la redevance TV doit être abondée par les impôts. Les maisons des services publics n'auront pas la même proximité que les services publics, le tiers des centres des impôts de Paris disparaissent.

Dernière synthèse par FO :

Nous ne lâchons pas la proie pour l'ombre, nous gardons nos revendications sur les pensions (indexation sur les salaires et rattrapage depuis 2014) puis nous verrons tactiquement comment nous réagirons aux 4,5 % quand ils seront annoncés.

Nous ne pouvons pas en vouloir aux maires qui tentent d'aider à accéder à l'informatique, mais nous sommes réticents aux maisons des services publics qui couvrent la disparition des services publics, elles n'auront pas un technicien formé dans chaque domaine. Ainsi, les maires étaient souvent aidés par les percepteurs pour faire leur budget ; c'est maintenant de plus en plus difficile, ce qui permet ensuite aux Préfets de mettre des municipalités sous surveillance car elles sont mal gérées !

La réunion consiste ensuite à discuter, phrase par phrase, du projet de questionnaire, à partir de la version amendée par Solidaires.

Conférence de presse

Pour présenter notre vision de l'actualité et présenter le questionnaire, nous retenons le lundi 23 mai à 11 h, dans les locaux de la CGT. Pour une bonne présence des journalistes, il faudra les appeler.

Nous sommes bien conscients que l'important se passera dans les départements qui contacteront les candidat-e-s. Les équipes utiliseront ce que se passera à la conférence de presse nationale.

1^{er} mai

Solidaires a demandé que l'on examine la possibilité d'un appel commun pour le 1^{er} Mai, au moins des organisations concernées.

La FSU soutient cette proposition.

FO signale que sa confédération n'est pas dans l'appel national, et que des départements y sont, d'autres non. Cela ne permet pas à l'UCR-FO d'appeler nationalement au 1^{er} mai.

La CGT précise que le 1^{er} mai à Paris tombe un dimanche pendant les vacances scolaires, ce qui ne facilite pas la mobilisation et qu'il est à haut risque compte-tenu des événements de l'année dernière. Les informations qui circulent sur les réseaux montrent que des groupes violents se préparent à être présents. La CGT prévoit ce qu'il faut pour protéger son cortège. Pour un appel commun, c'est trop tard.

Décision de fait : une expression commune de seulement 3 organisations avant dimanche prochain n'est pas souhaitable.

HCFEA

Le dernier Conseil de l'Âge HCFEA a évoqué notamment le financement de l'autonomie par l'assurance privée. Tout le monde (sauf la CFDT) est intervenu pour dire qu'on n'en voulait pas. Même le représentant du COR a dit que le privé ne peut pas garantir l'avenir et ne peut qu'augmenter les inégalités, qu'il était « estomaqué » de cette proposition. Seule la CFDT s'est exprimée différemment, en ne rejetant pas d'emblée le privé.

Il a été reconnu que les « dépenses invisibles » (coiffeur, pédicure, ...) augmentaient le reste à charge de façon importante. Le niveau de vie des femmes seules va se dégrader à cause de la régression naturelle de la baisse du nombre de réversions (de moins en moins de mariages, une augmentation des divorces, etc.).

C'était une simple information pour préparer la nouvelle loi, le HCFEA n'a pas d'avis à prendre. Il semble que le président du HCFEA voulait probablement prendre la température, il n'a pas été déçu...

Dominique Libault vient de remettre un rapport « Vers un service public de l'autonomie », téléchargeable sur : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_libault_spta_vdef.pdf

Il est à regarder car, jusqu'à maintenant, c'est la personne qui a diffusé le moins mauvais de tous les rapports.

Divers

La CFTC annonce son prochain congrès à Lyon, au cours duquel de nouvelles personnes arriveront, dont Laurence Naudin (Dijon) présente aujourd'hui.

De même, un congrès FO va modifier les responsabilités, Didier Hotte ne sera plus le secrétaire général adjoint, mais pourrait continuer à être chargé de la participation au G9.

Prochaine réunion mardi 28 juin à 10 h dans les locaux de la FSU.